

Synthèse : chronologie situant les principaux événements, conférences et personnalités cités dans le cahier

Société jurassienne d'énumération,
Cercle d'études historiques
Lettre d'information numéro 48, octobre 2017

Événements		Conférences		Personnalités
1911	14 décembre			Giuseppe Motta (1871 - 1940) entre au Conseil fédéral (d'abord au Département des finances), y restera jusqu'à sa mort
1912	17 juillet			Edmund Schulthess (1868 - 1944) entre au Conseil fédéral comme chef du Département fédéral du commerce, de l'industrie et de l'agriculture; il restera à ce poste jusqu'en 1935
1913	4 mars			Woodrow Wilson (1856 - 1924) président des Etats-Unis, le restera jusqu'en 1921
				Eugène Péguinot (1889 - 1962) entre au Département fédéral du commerce, de l'industrie et de l'agriculture
1914	28 juillet	Déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie: début de la Première Guerre mondiale		
1916	7 décembre			Lloyd George (1863 - 1945) Premier ministre britannique, le restera jusqu'au 22 octobre 1922
1917	octobre	Révolution bolchévique, avènement de la Russie communiste		Vladimir Ilitch Lénine (1870 - 1924) président du gouvernement bolchévik, le restera jusqu'en 1924
1918	8 janvier	Woodrow Wilson énonce ses «Quatorze points» devant le Congrès des Etats-Unis		Georgui Tchitchérine (1872 - 1936) ministre russe des affaires étrangères, le restera jusqu'en 1930
	9 avril			
	9 novembre	Proclamation de la République de Weimar		
	11 novembre	Armistice, fin de la Première Guerre mondiale		
	12 - 14 novembre	Grève générale en Suisse		
1919	18 janvier		Ouverture de la Conférence de paix de Paris	
	2 mars	Fondation à Moscou de l'Internationale communiste, «Troisième Internationale»	Institution de la Société des Nations: Genève est choisie comme siège de l'organisation	
	28 juin		Traité de Versailles entre les Alliés et l'Allemagne	
	10 septembre		Traité de Saint-Germain-en-Laye entre les Alliés et l'Autriche	
	27 novembre		Traité de Neuilly entre les Alliés et la Bulgarie	
1920	16 mai	Les Suisses approuvent en votation populaire (56%) leur adhésion à la Société des Nations		
	4 juin		Traité de Trianon entre les Alliés et la Hongrie	
	10 août		Traité de Sèvres entre les Alliés et la Turquie	
	Août		Fin de la Conférence de Paris	
	Du 24 septembre au 8 octobre		Conférence financière internationale de Bruxelles, à l'initiative de banquiers européens et américains	Gustave Ador (1845 - 1928), président du CICR et ancien conseiller fédéral, président de la Conférence de Bruxelles
1921	16 janvier			Aristide Briand (1862 - 1932) président du Conseil des ministres français, jusqu'au 12 janvier 1922
1922	Du 6 au 13 janvier		Conférence des Alliés à Gênes sur la situation européenne: décision de convoquer la Conférence de Gênes	
	15 janvier			Raymond Poincaré (1860 - 1934) président du Conseil des ministres français, jusqu'au 1er juin 1924
	1er février			Walther Rathenau (1867 - 1922) ministre allemand des affaires étrangères, le restera jusqu'au 24 juin
	Du 10 avril au 19 mai		Conférence internationale de Gênes: questions économiques et financières	
	16 avril		Traité de Rapallo entre l'Allemagne et la Russie signé par Walther Rathenau et Georgui Tchitchérine	
	24 juin	Assassinat de Walther Rathenau		
	20 novembre		Conférence de Lausanne: règlement de la Question d'Orient (Empire ottoman)	
1923				Charles Dawes (1865 - 1951) président de la Commission des réparations alliés
				Eugène Péguinot secrétaire du Département de l'Économie, jusqu'en 1938, puis secrétaire général de 1939 à 1954
	11 janvier	Occupation franco-belge de la Ruhr		
	10 mai	Assassinat à Lausanne de Vatslav Vorovsky (1871 - 1923), délégué soviétique à la Conférence de Lausanne		
	24 juillet		Traité de Lausanne sur la Turquie remplaçant le traité de Sèvres, fin de la Conférence de Lausanne	
	12 août			Gustav Stresemann (1878 - 1929) ministre allemand des affaires étrangères, le restera jusqu'en 1929
1924				Giuseppe Motta président de l'Assemblée générale de la Société des Nations (1924 - 1925)
	Juin			Léopold Dubois (1859 - 1928), président de la Société de banque suisse (1920 - 1928), préside le Comité financier de la Société des Nations (rétablissement financier de l'Autriche)
	24 juillet	Signature du plan Dawes réorganisant les réparations et finances allemandes		Austen Chamberlain (1863 - 1937) ministre britannique des affaires étrangères, le restera jusqu'en 1929
	3 novembre			Charles Dawes vice-président des Etats-Unis, jusqu'en 1929
1925	4 mars			Aristide Briand ministre français des affaires étrangères, le restera jusqu'en 1932
	25 août	Fin de l'occupation de la Ruhr		Chamberlain et Dawes en 1925, et Briand et Stresemann en 1926, successifs prix Nobel de la Paix pour leurs travaux sur les Accords de Locarno
	Du 5 au 16 octobre		Conférence et accords de Locarno: réintégration de l'Allemagne dans le concert des nations	
1930		Création de la Banque des règlements internationaux, siège à Bâle		
1932	2 février		Conférence mondiale de la Société des Nations pour le désarmement à Genève, jusqu'en 1934	Giuseppe Motta président d'honneur de la Conférence de Genève
1933	23 mars	Lois des pleins pouvoirs à Adolf Hitler		
1934		Loi suisse sur le secret bancaire, institution de la Commission fédérale des banques		
1935				Edmund Schulthess premier président de la Commission fédérale des banques, le restera jusqu'en 1943
1938				Eugène Péguinot membre du comité économique de la Société des Nations (1938 - 1939)
	12 mars	Anschluss, nouvelle Europe de Hitler (1938 - 1945)		

La Suisse et la Conférence de Gênes

Les instructions du Conseil fédéral

Berne, le 8.

Le Conseil fédéral n'a pas encore discuté les instructions à donner à nos délégués à la conférence de Gênes. Né nous en parlons pas. D'abord parce que le programme de travail de cet atropage économique n'est pas encore fixé. Puis parce qu'il serait bon que ces décisions puissent se appuyer sur l'opinion publique. Or, notre presse paraît jusqu'ici, en général, s'être

ici peu préoccupée de ce problème.

Il est à prévoir que deux tendances extrêmes se feront jour à la conférence : la financière et l'économique. Pour les adeptes de la première, la reconstruction du monde est une affaire à résoudre par ces savantes combinaisons dont les hommes de la Bourse ont le secret : emprunts internationaux, virements, etc. Nous ne voyons pas méditer de ces propositions, qui peuvent avoir leurs mérites. Mais on nous permettra de rester sceptiques, en nous appuyant sur la simple expérience quotidienne des particuliers. Quand un individu ou une société en est réduit à monnayer ses dettes, et à inviter ses créanciers à modifier leurs rôles respectifs, c'est que ses affaires sont déjà bien passées. Ces combinaisons sont de simples expédients destinés à retarder la banqueroute, quand elle ne s'empare pas sur une réelle prospérité économique. Peut-être l'Europe est-elle malade à ce point. Nous refusons cependant, jusqu'à plus ample informé, de le croire. L'exemple de la Tchecoslovaquie montre à merveille qu'un peuple qui trouve vite vigoureusement, tout en simplifiant les sacrifices nécessaires pour équilibrer le budget de l'Etat et pour restituer la circulation fiduciaire est assuré de se relever progressivement. Pour celui-là, les difficultés financières passeront nécessairement au second plan. Il conviendrait avant tout de stimuler l'ardeur au travail. Pour y parvenir, il conviendrait de compléter essentiellement sur le développement des énergies individuelles, que tient l'économie et la fonctionnarisme, sur l'exploitation rationnelle et beaucoup plus intensive des ressources immenses des colonies, à peine affaiblies aujourd'hui, sur le développement des échanges internationaux, peut-être sur une mise au point intelligente de tous sur la protection ouvrière à établir d'accord avec le Bureau international du travail.

Entre ces deux tendances nous en trouvons une troisième, conciliatrice, dont la thèse pourrait se résumer comme suit : certains Etats ont trop de capitaux et pas assez de travail, d'autres du travail et pas suffisamment de capitaux, mettons tout en commun et nous serons servis. Il y a là beaucoup de vrai. Cependant les difficultés d'application sont si nombreuses, et si il faut les étudier non pour se laisser aller au découragement, mais afin de les surmonter plus aisément.

On nous permette de résumer ici quelques considérations fort intéressantes de la *Finanza Revue*. Dans les Etats de la Petite Entente, y compris la Pologne, écrite elle, la situation se consolide rapidement. Elle s'améliore déjà dans les Etats baltes, en Bulgarie et en Autriche. Les Etats danubiens, une fois librement constitués, n'ont plus aucun intérêt à s'entre-guerroyer au profit des grandes puissances, et ils ont pris conscience de la solidarité internationale de leurs intérêts. C'est Prague qui, accordée aujourd'hui d'importants crédits à l'Autriche, en attendant de généraliser le système. Les importateurs sérieux ont refusé les crédits accordés par les Etats à change élevé, qui ne pouvaient que les conduire à la ruine. Malheureusement, beaucoup de négociants ont commis l'imprudence de les accepter, ce qui est cause de la crise mondiale à Belgrade, Varsovie et Bucarest. Cependant, instruits par de dures expériences, ils adressent aujourd'hui leurs commandes aux pays à change bas ou moyen : grâce à ce changement de réaction, la prospérité revient peu à peu. La solution de la question budgétaire

est acquise en Tchecoslovaquie et en Roumanie en Yougoslavie et en Pologne ; en Bulgarie et en Roumanie, la situation s'améliore. Du nord de la Finlande à la mer Noire, les échanges reprennent avec les Russes, qui paient en or et en argent. (Il s'agit sans doute de monnaies avant échangé aux incursions bolcheviques, et qui suffisent au roulement du commerce aux frontières orientales.) Les Russes exportent les produits des Etats à change déprécié. De la sorte, les affaires reprennent peu à peu. Mais, dans l'Europe centrale, on voit beaucoup plus qu'on ne souhaite. Le budget des Etats à change élevé a des difficultés à régler. C'est une redoutable illusion que de vouloir mettre immédiatement en relations étroites les Etats à change élevé avec ceux à change déprécié. Mais, entre ces deux catégories se trouvent les Etats à change moyen, la France, la Belgique et l'Italie. Ceux-ci peuvent, avec profit, recevoir des crédits des Etats à change élevé et en accorder à ceux dont le change est déprécié, en se bornant, le cas échéant, à restituer les mêmes titres. En outre, ces prêts sont ruineux s'ils ont pour condition le paiement immédiat d'un intérêt nominal. Il serait nécessaire d'introduire le système d'intérêts progressifs : par exemple 1 pour cent la première année, 2 p. c. la deuxième année, et ainsi de suite. De la sorte, l'acheteur aurait avantage à rembourser tout ou partie de ses acquisitions des intérêts, ces crédits font peut-être plus de mal que de bien. En revanche, on pourrait généraliser les crédits à intérêts graduellement équilibrés, mais à ceux-là uniquement, soit les seuls qui font leur devoir les bons Européens.

Nous délégués devrions insister pour

qu'on restitue le negro de la bonne foi et du respect de la signature donnée, sans égard à ce qu'il a pas de salut. Puis, ils devraient demander qu'on travaille à la construction avec ordre et méthode, ce qui n'est possible qu'avec le concours de la S. d. N., qui a déjà étudié ces problèmes, sous leur aspect international, beaucoup mieux que les divers groupements, qui ne s'intéressent qu'à un problème universel que lorsqu'ils y sont sollicités par des financiers intéressés. Entre ces requins de la Bourse et la S. d. N., l'insécurité n'est pas possible une minute. D'ailleurs, une œuvre formidable comme celle de la « reconstruction du monde » ne s'improvise pas, et il serait détonnant que l'on ne prit pas pour base de discussion les sages conseils donnés par la conférence de Bruxelles unanime — même s'ils n'ont pas été suivis, surtout, pourrait-on ajouter, si on en a fait si injustici, pour le plus grand dam de l'Europe et du monde.

XXX.

L'Italie dans la Haute-Adige

Un correspondant de la « Nouvelle Gazette de Zurich » a écrit récemment l'analyse suivante sur l'attitude de l'Italie pendant l'été 1922, se fait jour dans la Haute-Adige (Tyrol méridional). Les habitants, tout en persistant dans leur opposition de principe à l'annexion, assument aujourd'hui qu'une entente provisoire peut être réalisée, tout au moins si on ne réunit pas leur province au Trentin. Car il existe qu'une rivalité entre les deux provinces, comme entre leurs chefs-lieux.

Les Italiens, dans leurs nouvelles cartes topographiques, changent le nom des localités. Ils obligent les habitants indigènes à se servir de noms italiens. Dans quelques jours, 1200 conscrits italiens — partant pour le régiment : on se plaint qu'on les envoie dans l'Italie méridionale. L'opposition élevée à beaucoup diminué depuis, qu'un ecclésiastique indigène, et non italien, a été nommé évêque à Bressanone, et depuis que le député comte Tegenbourg, originaire autrichien, a opté pour l'Italie, ce qui lui assure une certaine popularité dans toute la péninsule. La petite bourgeoisie tend fortement à s'italianiser. Le Waltherplatz de Bolzano prend l'aspect d'une « piazza ». AIX

